



## **A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS**

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2023-18 du 5 mai 2023

# SOMMAIRE

## Commerce et sanctions

1. Au salon SelectUSA, l'administration Biden souligne les opportunités créées par le Chips Act et l'IRA
2. À l'OMC, les États-Unis annoncent la résolution d'un différend avec la Corée, tandis que l'UE engage des consultations avec Washington sur le dossier « olives espagnoles »
3. Le Sénat prépare une proposition bipartisane de paquet législatif sur la concurrence avec la Chine
4. Le Congrès vote contre le moratoire sur les droits de douanes visant les panneaux solaires

## Climat – énergie – environnement

5. Les États-Unis et les Philippines renforcent leur coopération climatique et énergétique
6. Le président Biden proclame la semaine nationale de préparation aux ouragans

## Transport et infrastructure

7. L'administration Biden lance un premier appel à projets de 160 M\$ en faveur de la réduction de la pollution de l'air dans les zones portuaires
8. Le Département américain des transports lance un groupe de travail sur le *leasing* des camions

## Industrie

9. De nouveaux acteurs se positionnent sur le segment de l'élimination des PFAS

## Distribution et divertissement

10. Johnson & Johnson introduit en bourse sa branche grand public pour 41 Md\$

## Agriculture et industrie agroalimentaire

11. L'USDA finance de nouvelles initiatives pour renforcer la résilience des systèmes alimentaires

## Numérique et innovation

12. La Maison-Blanche multiplie les initiatives sur la mise en œuvre de systèmes d'IA responsables

## Santé

13. Michelle Obama annonce le lancement de PLEZi Nutrition afin d'améliorer la santé des enfants
14. Le Congrès se mobilise sur les prix des médicaments et la réglementation des industries de santé
15. La Caroline du Nord envisage d'exclure les hôpitaux de l'Université UNC des lois antitrust

*Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).*

# Commerce et sanctions

## 1. Au salon SelectUSA, l'administration Biden souligne les opportunités créées par le Chips Act et l'IRA

L'édition 2023 du Sommet SelectUSA sur l'attractivité des investissements aux États-Unis s'est tenue du 1<sup>er</sup> au 4 mai à Washington, où elle a réuni des représentants internationaux du secteur privé et des membres du gouvernement américain. Lors d'une intervention le 2 mai à ce sommet, la Secrétaire au Commerce G. Raimondo a [souligné](#) qu'il « n'existait pas de meilleur endroit que les États-Unis pour implanter [une] entreprise », grâce notamment à la diversité, à la culture de l'innovation et à la productivité de la main d'œuvre américaine. Rappelant que les États-Unis étaient pour la onzième année consécutive la première destination des investissements directs étrangers, elle a mis en valeur la contribution du *Chips Act* et de l'*Inflation Reduction Act* (IRA) à la création d'opportunités d'investissement dans le pays. Selon la Secrétaire au Commerce, l'IRA allait « soutenir des investissements venus du monde entier pour aider les États-Unis – et ses entreprises et ses travailleurs – à rester un leader mondial en termes de technologies vertes, de production manufacturière, et d'innovation ».

## 2. À l'OMC, les États-Unis annoncent la résolution d'un différend avec la Corée, tandis que l'UE engage des consultations avec Washington sur le dossier « olives espagnoles »

Les États-Unis et la Corée du Sud ont [annoncé](#) le 28 avril avoir résolu leur différend à l'OMC au sujet des mesures de sauvegarde imposées par Washington sur les importations de gros lave-linges en provenance de Corée du Sud. Ce différend, qui avait été introduit par Séoul en 2018, avait donné lieu à un [rapport](#) de panel largement favorable à la Corée en février 2022. Cependant, les deux parties avaient à l'époque convenu d'en repousser l'adoption par l'Organe de règlement des différends de l'OMC. Si les droits imposés par les États-Unis sont entre-temps arrivés à expiration, rendant sans objet la mise en conformité américaine avec les conclusions du panel, les États-Unis ont toutefois réitéré leur désaccord avec certains aspects de ce rapport dans une déclaration [publiée](#) le 28 avril.

Par ailleurs, l'Union européenne a [annoncé](#) le 28 avril qu'elle demandait l'engagement de consultations avec les États-Unis au sujet des droits compensatoires américains imposés sur les importations d'olives

mûres originaires d'Espagne. Ces droits de douane additionnels, en vigueur depuis 2018, avaient été [déclarés](#) partiellement incompatibles avec les accords de l'OMC dans un rapport de panel en date de novembre 2021. Le 13 janvier 2023, Washington avait [annoncé](#) s'être mis en conformité avec les recommandations du panel, ce qui est contesté par l'UE. Si les consultations échouent, l'UE pourrait demander l'établissement formel d'un panel chargé de statuer sur la mise en conformité des États-Unis.

## 3. Le Sénat prépare une proposition bipartisane de paquet législatif sur la concurrence avec la Chine

Le chef de la majorité au Sénat, le démocrate C. Schumer (New York), a [annoncé](#) le 3 mai qu'il travaillait à l'élaboration d'un paquet législatif bipartisan visant à renforcer la capacité des États-Unis à rivaliser avec la Chine. Le Sénateur a [indiqué](#) que cette proposition, qui pourrait être finalisée « d'ici quelques mois », poursuivait cinq principaux objectifs : (i) limiter les flux de technologies de pointe vers le gouvernement chinois, notamment en utilisant les mesures de contrôle-export et les sanctions, mais aussi en renforçant les instruments de défense commerciale ; (ii) limiter les investissements américains en Chine dans certains secteurs clés, afin d'éviter qu'ils ne financent les avancées technologiques de la Chine ; (iii) investir, après le *Chips Act*, dans d'autres secteurs critiques, comme les biotechnologies ; (iv) proposer une initiative de financement des projets d'infrastructures dans les pays tiers alternative à celle portée par la Chine (*Belt and Road Initiative*) et (v) adopter de nouvelles mesures pour dissuader la Chine d'entrer en conflit avec Taiwan.

L'annonce de cette nouvelle initiative du Congrès intervient alors que le secteur privé américain a récemment souligné ses inquiétudes concernant la nouvelle loi sur le contre-espionnage adoptée par Pékin. Selon l'[US Chamber](#), cette loi « *augmente[ait] considérablement l'incertitude et les risques liés à l'exercice d'une activité commerciale en Chine* ». À l'occasion d'une [intervention](#) au think tank Stimson Center le 2 mai, l'Ambassadeur des États-Unis en Chine, N. Burns, a indiqué que l'administration avait exprimé ses préoccupations et poursuivait des discussions avec Pékin à ce sujet.

#### 4. Le Congrès vote contre le moratoire sur les droits de douanes visant les panneaux solaires

La Chambre des Représentants et le Sénat ont adopté respectivement le [28 avril](#) (221 voix pour et 202 contre) et le [3 mai](#) (56 pour, 41 contre) une résolution visant à revenir sur la suspension pour deux ans de toute imposition de droits de douanes sur les importations de panneaux solaires et de leurs composants originaires du Cambodge, de Malaisie, de Thaïlande et du Vietnam, [décrétée](#) par l'administration américaine en juin 2022. Cette dernière avait déjà [annoncé](#) le 24 avril que le président Biden opposerait son veto à cette résolution, estimant cette suspension nécessaire pour répondre à la demande américaine croissante en panneaux solaires, dont ces quatre pays représenteraient actuellement 80 % des importations aux États-Unis et font actuellement l'objet d'une enquête de défense commerciale de la part du Département du Commerce américain [voir [Flash Accents du 28 avril 2023](#)]. Le Sénateur démocrate S. Brown (Ohio), l'un des neuf sénateurs démocrates ayant voté en faveur de la résolution et dont l'État abrite plusieurs sites de production de panneaux solaires, a notamment [présenté](#) le vote comme « *un choix simple: êtes-vous du côté des fabricants américains et des travailleurs américains, où êtes-vous du côté de la Chine ?* ».

#### Brèves

- La Sénatrice démocrate E. Warren (Massachusetts), qui faisait partie des membres du Congrès ayant adressé une lettre à l'administration le 21 avril pour dénoncer l'« *influence* » exercée par les géants du numérique sur les négociations de l'IPEF [voir [Flash Accents du 28 avril 2023](#)], a publié le 2 mai un [rapport](#) étayant ces accusations.
- Au terme d'une action conjointe avec les autorités turques, le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 2 mai deux intermédiaires financiers des groupes terroristes syriens Hay'at Tahrir al-Sham (HTS) et Katibat al-Tawhid wal-Jihad (KTJ), eux-mêmes déjà sanctionnés par les États-Unis et les Nations Unies.
- Dans le contexte des actuelles violences au Soudan, la Maison-Blanche a [publié](#) le 4 mai un *Executive Order* ouvrant la voie à de possibles sanctions contre toute personne identifiée par le Département du Trésor américain comme responsable ou complice d'actions portant atteinte à la paix, à la sécurité, à la transition démocratique ou aux droits de l'homme au Soudan.

## Climat - Énergie - Environnement

#### 5. Les États-Unis et les Philippines renforcent leur coopération climatique et énergétique

À l'occasion de la visite du président philippin Ferdinand R. Marcos Jr à la Maison Blanche le 1<sup>er</sup> mai, les États-Unis et les Philippines ont [discuté](#) des efforts visant à renforcer l'alliance entre les deux pays. Les dirigeants se sont engagés à lutter contre le changement climatique et à développer la production d'énergie propre, notamment dans le cadre de leur Dialogue sur la politique énergétique. Plusieurs actions communes ont été évoquées :

- **Protection de l'environnement** : les deux pays ont adopté un modèle de protection de l'environnement « Ridge to Reef » (R2R), une approche de gestion intégrée de l'ensemble des écosystèmes en faveur de la pêche durable et de la conservation marine, de la réhabilitation des zones humides et de la promotion de la bonne gouvernance dans le secteur minier. L'Agence de protection de l'environnement américaine (EPA) et le Département philippin de l'Environnement et des Ressources Naturelles (DENR)

se sont engagés à travailler conjointement pour faire face aux risques sanitaires et environnementaux graves associés au changement climatique et à la dégradation de l'environnement, en appliquant les meilleures pratiques et les technologies de pointe pour relever des défis tels que les émissions de méthane, les déchets alimentaires, les déchets plastiques marins, la qualité de l'eau et la justice environnementale.

- **Nucléaire civil** : les dirigeants ont indiqué poursuivre activement la négociation d'un accord de coopération sur le nucléaire civil (accord « 123 »). Ce rapport devrait leur fournir une base juridique pour des transferts de matériels et d'équipements nucléaires, tout en améliorant le renforcement des capacités et la coopération commerciale dans le domaine de l'énergie nucléaire. Dans l'intervalle, les États-Unis fourniront un soutien au renforcement des capacités des Philippines, par le biais du programme FIRST (*Foundational Infrastructure for Responsible Use of Small Modular Reactor Technology*). Le

programme FIRST vise à aider certains pays à développer une main-d'œuvre nationale dans le domaine de l'ingénierie nucléaire civile.

- **Minerais**: le Département de l'Intérieur américain (DoI) et le DENR ont exprimé leur intention de s'associer pour identifier les ressources en matières premières minérales et le renforcer la gouvernance de la filière minérale. Le Département d'État américain (DoS) établira également une coopération technique avec les Philippines pour développer leurs ressources en nickel et en cuivre.

- **Énergie verte**: l'USAID a annoncé qu'elle s'associerait au Département philippin de l'Énergie pour mener à bien la deuxième série d'enchères sur l'énergie verte aux Philippines, en lançant un appel d'offres pour un total cumulé de 11,6 GW de différentes énergies - solaire, éolienne, biomasse - qui sera installé entre 2024 et 2026.

## 6. Le président Biden proclame la semaine nationale de préparation aux ouragans

Le président Biden a [proclamé](#) la semaine du 30 avril au 6 mai comme étant la semaine nationale de préparation aux ouragans. À cette occasion, il a délivré un message fédérateur, appelant tous les Américains à contribuer à la construction de collectivités plus résilientes aux conditions météorologiques extrêmes et au changement climatique. Il souligne à ce titre les investissements de la Loi bipartisane sur les infrastructures (BIL), qui

prévoit notamment 50 Md\$ pour renforcer les défenses contre les inondations et autres catastrophes météorologiques et climatiques, et de l'IRA, qu'il qualifie de financement historique pour l'industrie et les énergies propres. Ces lois dotent également l'Administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA) de plusieurs milliards de dollars pour améliorer les prévisions météorologiques et investir dans des projets de résilience dans les communautés côtières.

## Brèves

- Le 2 mai, le coordinateur spécial du président Biden pour les infrastructures mondiales et la sécurité énergétique, Amos Hochstein, et la vice-première ministre canadienne, Chrystia Freeland, ont [accueilli](#) conjointement la réunion inaugurale du groupe de travail Canada-États-Unis sur la transformation énergétique. Ce groupe de travail bilatéral a pour feuille de route l'accélération de la coopération sur les chaînes d'approvisionnement des énergies propres, en particulier: la sécurisation et le renforcement des chaînes d'approvisionnement des énergies renouvelables et des véhicules électriques, des minéraux critiques, des technologies nucléaires civiles – anciennes et nouvelles générations – et, enfin l'intégration et la résilience des réseaux énergétiques.

# Transport et infrastructure

## 7. L'administration Biden lance un premier appel à projets de 160 M\$ en faveur de la réduction de la pollution de l'air dans les zones portuaires

Le 27 avril, le Département américain des transports (DOT) a [annoncé](#) l'ouverture des candidatures pour la première tranche annuelle du programme de subvention *Reduction of Truck Emissions at Port Facilities Grant*, dotée de 160 M\$ sur une enveloppe totale de 400 M\$. Le DOT indique que, dans un contexte où les flux commerciaux dans les zones portuaires se sont fortement accrus ces dernières années, les personnes travaillant sur place ou résidant à proximité sont souvent exposées à une qualité de l'air dégradée, causée par les embouteillages de camions venant décharger leur cargaison. Ainsi, le programme vise à financer des projets tels que: le développement d'infrastructures portuaires permettant de limiter les émissions dues à la congestion et l'attente des camions, notamment en améliorant les connexions avec les services

ferroviaires; le recours aux équipements embarqués permettant de réduire les émissions des camions qui laissent tourner leur moteur ou qui roulent au ralenti; l'adoption de motorisations ou de carburants à faibles ou zéro émissions. Ce programme pourra également soutenir l'installation de bornes de recharges ou de branchements électriques dans les zones portuaires, qui offriront la possibilité de maintenir l'alimentation des cabines des camions lorsque leur moteur est coupé.

Le communiqué indique que ce programme, administré par la FHWA (*Federal Highway Administration*) au sein du DOT, vient en complément du [Port Infrastructure Development Program \(PIDP\)](#). Le PIDP est un autre programme en faveur de la sécurité, l'efficacité et la fiabilité des ports, doté de 660 M\$ sur l'année fiscale 2023, administré par la MARAD (*Maritime Administration*), une autre agence du DOT.

## 8. Le Département américain des transports lance un groupe de travail sur le *leasing* des camions

Le 1<sup>er</sup> mai, la Federal Motor Carrier Safety Administration (FMCSA), agence chargée du transport routier au sein du Département américain des transports (DOT), a [annoncé](#) la constitution d'un groupe de travail sur le *leasing* des camions (*Truck Leasing Task Force* – TLTF). Prévu dans le cadre de la Loi bipartisane sur les infrastructures (BIL), ce groupe de travail sera chargé d'établir des bonnes pratiques pour aider les conducteurs routiers, notamment les conducteurs indépendants (*Independent Owner-Operators*), à évaluer les répercussions en matière financière d'un contrat de *leasing* avant sa signature, ainsi que de fournir des recommandations au plan législatif afin de promouvoir des contrats de *leasing* équitables. Le Secrétaire américain aux Transports, Pete Buttigieg, a déclaré que le TLTF « examinerait attentivement les contrats de *leasing* dans le cadre des efforts [du DOT] visant à s'assurer que chaque conducteur routier de ce pays a de bonnes conditions de travail et peut bien gagner sa vie ». Le

TLTF sera composé de neuf membres, parmi lesquels des représentants d'entreprises du transport routier, dont des conducteurs indépendants, des avocats, un loueur de camions (*lessor*), un représentant syndical et un sociologue de l'économie.

### Brèves

- Le [Gouverneur Newsom](#) a annoncé l'adoption par l'équivalent du Ministère californien de l'environnement (Californian Air Resources Board), le 28 avril, de la première réglementation visant à interdire la vente de véhicules lourds neufs à combustion interne - l'Advanced Clean Fleet. Les flottes de poids lourds devront transitionner l'ensemble de leurs véhicules d'ici 2042. Au total, 1,8 millions de véhicules seraient concernés. Cette réglementation intervient quelques jours après l'accord des autorités de Washington qui autorise la Californie à imposer aux constructeurs des quotas de ventes de camions électriques plus strictes qu'au niveau fédéral (55 % pour les classes 2b et 3,75 % pour les classes 4 à 8 en 2035).

## Industrie

### 9. De nouveaux acteurs se positionnent sur le segment de l'élimination des PFAS

En réponse à la prise de conscience concernant la toxicité des PFAS (Per- and polyfluorinated alkyl substances) et aux projets de régulation de ces produits chimiques, des entreprises se positionnent sur le segment de leur élimination et de la décontamination des sites pollués.

Les PFAS sont des produits chimiques qui ne se décomposent pas naturellement, utilisés dans un large éventail d'industries allant de l'électronique à l'alimentaire ou aux ustensiles de cuisine. Ils sont nocifs pour la santé humaine ainsi que pour l'environnement. Du fait de leurs caractéristiques, ils prennent des années à être éliminés une fois une zone contaminée.

Aux États-Unis, en raison de leur toxicité et de leur omniprésence, les PFAS font l'objet d'une sensibilisation et de mesures restrictives dans un nombre croissant d'États, dont l'État de New York qui en a interdit l'usage dans les produits cosmétiques, les textiles et les emballages alimentaires, ou l'État du Maine qui en a aboli l'usage général à partir de 2030, à l'exception d'utilisations « inévitables ». L'Union

européenne prévoit pour sa part d'interdire leur utilisation à l'horizon 2026. Certains producteurs de PFAS, comme l'entreprise 3M, qui fournit 80 % des PFAS nécessaires à l'industrie des semi-conducteurs aux États-Unis, ont d'ores et déjà annoncé leur sortie du marché suite à de nombreuses attaques en justice. De nouveaux acteurs se positionnent sur le segment du traitement et de l'élimination de ces substances chimiques. Les solutions développées par ces entreprises ont vocation à traiter des zones contaminées, des traces de PFAS ayant déjà été retrouvées dans de nombreux sites aux États-Unis. Si la plupart de ces solutions n'existent encore qu'au stade de la recherche, de nombreuses technologies sont testées à travers les États-Unis, notamment l'oxydation à l'eau supercritique par l'entreprise Revive Environmental dans l'Ohio ou des procédés électrochimiques à électrodes par l'entreprise OXbyEL Technologies Inc. dans l'Arizona. Certains États cherchent à jouer un rôle dans la course à la meilleure technologie, comme le Minnesota, qui a invité des entreprises à tester leurs solutions sur de l'eau puisée dans une nappe phréatique locale contaminée.

## Distribution et divertissement

### 10. Johnson & Johnson introduit en bourse sa branche grand public pour 41 Md\$

Évaluée à 41 Md\$, Kenvue, la branche grand public du groupe Johnson & Johnson, a récemment fait son introduction en bourse, devenant ainsi la plus importante introduction en bourse aux États-Unis depuis celle du constructeur de véhicules électriques Rivian en novembre 2021.

Kenvue produit des médicaments en vente libre, dont les analgésiques Tylenol et les bains de bouche Listerine, ainsi que les produits en poudre pour bébés de Johnson & Johnson, au cœur de débats juridiques

concernant leur potentiel cancérigène. En 2022, l'entreprise générait un chiffre d'affaires de 15 Md\$ pour un bénéfice net de 1,5 Md\$.

Johnson & Johnson, qui continuera de détenir plus de 90 % des actions de Kenvue, a assuré protéger son ancienne filiale de tout coût juridique lié aux ventes de poudre pour bébés aux États-Unis et au Canada. Kenvue a néanmoins averti qu'elle ne pouvait pas garantir aux investisseurs que l'indemnisation de sa société mère sera « suffisante », et qu'elle est également confrontée à des réclamations dans d'autres pays.

## Agriculture et industrie agroalimentaire

### 11. L'USDA finance de nouvelles initiatives pour renforcer la résilience des systèmes alimentaires

Dans le prolongement de [l'annonce](#) faite en septembre dernier par Tom Vilsack, Secrétaire américain à l'Agriculture, l'USDA a publié le 3 mai la liste et la localisation géographique de douze [Regional Food Business Centers](#). Ces centres sont répartis dans 11 grandes régions plus un centre national pour les tribus amérindiennes. Ils bénéficieront d'un financement à hauteur de 400 M\$. Les centres régionaux auront vocation à faciliter l'accès au marché pour les petits et moyens producteurs, en assurant « la coordination de la couverture nationale, l'assistance technique et le renforcement des capacités pour aider les agriculteurs, les éleveurs et les autres entreprises alimentaires à accéder à de nouveaux marchés et à mieux se retrouver dans les dispositifs financiers d'accompagnement aux niveaux fédéral, étatique et local ».

Pour chaque centre, une organisation, association ou institution a été désignée comme chef de file pour la mise en œuvre de cette politique. Conformément au souhait de l'USDA, ce chef de file a pour mission de collaborer avec l'ensemble des acteurs locaux, en ciblant tout particulièrement les communautés historiquement défavorisées.

En outre, l'USDA a alloué le même jour 420 M\$ aux ministères en charge de l'agriculture des États fédérés pour financer des projets axés sur la transformation et la distribution d'aliments dans le cadre du programme [Resilient Food Systems Infrastructure](#) (RFSI). Ce programme est financé par les crédits ouverts dans le cadre de [l'American Rescue Plan](#) et offre un soutien similaire à celui déjà fourni par l'USDA pour la transformation de la viande et de la volaille, mais pour les autres secteurs.

L'USDA collaborera avec les bénéficiaires afin d'accroître la capacité de collecte, de traitement, de fabrication, de stockage, de transport, de vente en gros et de distribution des produits alimentaires, à l'exception de la viande et de la volaille. Les entités éligibles aux subventions sont les producteurs ou transformateurs agricoles, les organisations à but non lucratif, les collectivités locales, les gouvernements tribaux et les institutions telles que les écoles, les universités ou les hôpitaux.

L'USDA espère encourager la diversification des activités du secteur agricole en offrant davantage de débouchés aux petits et moyens agriculteurs dans leur zone de production.

Ces deux initiatives s'inscrivent dans une démarche de développement de l'ancrage territorial de la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

## Numérique et innovation

### 12. La Maison-Blanche multiplie les initiatives sur la mise en œuvre de systèmes d'IA responsables

Les dirigeants des principales entreprises américaines actives dans le secteur de l'intelligence artificielle ont été [reçus](#) jeudi 4 mai à la Maison-Blanche par la vice-

présidente Kamala Harris. Les PDG d'OpenAI (Sam Altman), de Google (Sundar Pichai), de Microsoft (Satya Nadella) et d'Anthropic (Dario Amodei) ont pu échanger en présence de membres de l'administration Biden (Jake Sullivan, directeur du conseil sur la sécurité nationale; Lael Brainard, directrice du conseil économique; Gina Raimondo, secrétaire au Commerce; et Jeff Zietens, directeur de cabinet de la Maison Blanche). La réunion aurait permis une « discussion franche » selon la Maison-Blanche sur les pratiques que les entreprises comptent mettre en œuvre pour développer des systèmes d'IA de manière responsable.

Cette discussion s'inscrit dans le contexte d'une multiplication des annonces de l'administration Biden pour réglementer l'usage des systèmes d'intelligence artificielle.

Dans un [communiqué de presse](#), la Maison-Blanche annonce ainsi l'ouverture prochaine d'une consultation publique par l'Office of Management and Budget en vue de l'adoption de [lignes directrices pour l'usage par les administrations fédérales de systèmes d'intelligence artificielle](#).

Par ailleurs, le 1<sup>er</sup> mai, la Maison-Blanche, par l'intermédiaire d'un [communiqué](#) de Deirdre Mulligan, le directeur adjoint en charge de la régulation technologique, et de Jenny Yang, conseiller pour la justice raciale et l'équité, a lancé une consultation publique sur [l'usage de l'IA dans le milieu professionnel](#). Elle est destinée à éclairer la réflexion politique et les futures politiques publiques s'agissant de l'utilisation des technologies de surveillance et de traçage des employés sur leur lieu de travail. Elles permettent, par l'ensemble des données collectées sur chaque individu, d'alimenter des systèmes de prises de décisions automatisées. Ces technologies se sont largement répandues dans tous les secteurs, des hôpitaux aux chauffeurs de taxis, en passant par les employés de bureaux. Or, malgré leurs avantages indéniables, elles peuvent créer des risques nouveaux tant physiques que mentaux pour les salariés. Elles sont aussi porteuses de risques de discriminations, s'agissant des décisions qui portent sur le déroulement des carrières (paye, avancement ou discipline). L'objectif de cette consultation est de recueillir les témoignages des salariés, de mieux connaître les techniques employées par les employeurs et de rassembler les meilleures pratiques pour faire face à ces risques nouveaux.

Face à ces nouveaux risques dans le milieu professionnels, certains États ont d'ores et déjà agi, notamment face aux nombreux risques dans les entrepôts de stockage: alors que la Californie a été pionnière en adoptant la loi AB 701, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022, qui impose la notification expresse et individuelle de tout quota de productivité – sans pouvoir porter atteinte à certains droit du salarié comme à une pause déjeuner – ainsi que la conservation de toutes les données recueillies par l'employeur pour en assurer le suivi, elle a été suivie par l'État de New-York fin 2022 qui a adopté le Warehouse Worker Protection Act et plus récemment une proposition a été adoptée par la Chambre des représentants du Minnesota.

### Brèves

- Un groupe de 23 fonds d'investissements *early stage* (VC) a lancé une coalition pour le climat ([Venture climate alliance](#)). Il s'agit de la première initiative collective dans ce milieu qui rassemble tant des fonds généralistes (Union Square Ventures, Tiger Global and DCVC) que des fonds spécialisés dans les problématiques climatiques et énergétiques (Clean Energy Ventures ou Galvanize Climate Solutions). Leur objectif est double: d'une part, assurer leur neutralité carbone pour 2030 et d'autre part, celle de leur portefeuille à horizon 2050. Pour ce faire leur ambition est de mettre au point une méthodologie et une série de bonnes pratiques principalement au profit de leurs sociétés cibles. Ils s'engagent également à assurer la transparence de leurs progrès.
- Les déconvenues se poursuivent pour Microsoft dans sa tentative de rachat d'Activision Blizzard, la société de jeux vidéos californienne, pour un montant de 69 Md\$. L'autorité de la concurrence anglaise (Competition and Market Authority) a rendu une décision négative le 26 avril qui fera l'objet d'un appel par le géant de Seattle. Pour mémoire, le régulateur de la concurrence américain (Federal Trade Commission ou FTC) a également pris en décembre dernier la décision de bloquer la fusion. Sa décision fait l'objet d'un appel devant l'instance interne (FTC administrative law judge) de cette même commission dont la première audience est programmée pour le 2 août 2023.

## Santé

### 13. Michelle Obama annonce le lancement de PLEZi Nutrition afin d'améliorer la santé des enfants

Michelle Obama a [annoncé](#) lors du festival Future of Everything du Wall Street Journal, qu'elle avait cofondé PLEZi Nutrition, une société de produits

alimentaires et de boissons qui affirme avoir pour objectif « d'aider à élever une génération d'enfants en meilleure santé ».

Le premier produit est une boisson pour enfants appelée PLEZi, qui ne contient pas de sucre ajouté et 75 % de sucre en moins que la moyenne des jus de fruits à 100 %.

Selon un communiqué de l'entreprise, « PLEZi Nutrition fournira également une plateforme éducative pour les parents et les enfants. Une part importante du budget marketing sera consacrée au contenu promotionnel sur ce qui est le mieux pour la santé des enfants ».

L'entreprise encouragera activement la consommation d'eau et de fruits et légumes entiers.

#### 14. Le Congrès se mobilise sur les prix des médicaments et la réglementation des industries de santé

Le chef de la majorité sénatoriale, C. Schumer, travaille sur un ensemble de projets de loi sur le prix des médicaments et la réglementation des industries de santé, qu'il espère présenter en mai. Les contours du paquet de mesures ne font que commencer à se dessiner et le calendrier est incertain, compte tenu des enjeux actuels sur le plafond de la dette. Néanmoins, C. Schumer a exprimé son intérêt pour des projets de loi bipartisans visant à plafonner le coût de l'insuline, à encadrer les gestionnaires de prestations pharmaceutiques, à accroître la concurrence sur le marché des médicaments et à favoriser l'accès aux médicaments génériques.

À la Chambre des représentants, la commission de l'énergie et du commerce a adopté une approche plus large qui met l'accent sur les gestionnaires de prestations pharmaceutiques, les plans de santé et les hôpitaux pour leur rôle dans l'augmentation des coûts des soins de santé.

Les prochaines semaines au Capitole pourraient s'avérer décisives pour les multiples efforts bipartisans visant à réduire les coûts des soins de santé et à ouvrir la voie à un meilleur accès aux médicaments génériques moins chers.

#### 15. La Caroline du Nord envisage d'exclure les hôpitaux de l'Université UNC des lois antitrust

Le Sénat de l'État de Caroline du Nord a adopté le 3 mai un projet de loi visant à exempter le système de soins de santé de l'University of North Carolina (UNC) des lois antitrust fédérales et de l'État. Ce projet de loi pourrait favoriser la consolidation des soins de santé dans l'État en permettant au système hospitalier affilié à l'UNC d'acquiescer plus facilement d'autres organisations de soins de santé.

Le projet de loi a été adopté par 48 voix contre 0, deux sénateurs étant absents lors du vote. Il est maintenant soumis à la Chambre des représentants de l'État.

#### Brèves

- Kaiser Permanente, groupe de santé californien qui sert 12,6 millions de personnes dans huit États ainsi que le district de Columbia, a annoncé mercredi l'acquisition du géant de la côte Est Geisinger Health, qui comprend 10 campus hospitaliers et un plan de santé comptant plus de 500 000 membres. Geisinger sera intégré à une nouvelle organisation à but non lucratif appelée Risant Health, qui a été créée par Kaiser Foundation Hospitals, organisation à but non lucratif, fondée par Kaiser Permanente, pour développer ses activités de soins en vue de construire un groupe de systèmes de soins de santé communautaire. Kaiser Permanente a annoncé vouloir investir jusqu'à 5 Md\$ sur cinq ans pour lancer Risant Health.
- Selon une nouvelle étude, l'outil ChatGPT d'OpenAI peut répondre aux questions des patients avec plus d'empathie que les médecins humains. Pour les besoins de cette étude, publiée dans la revue JAMA Internal Medicine, des chercheurs de l'Université de Californie San Diego, La Jolla, ont pris un échantillon aléatoire d'environ 200 questions de patients provenant du forum AskDocs de la plateforme de médias sociaux Reddit.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDET, Entreprises et Agriculture

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Washington.

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.